



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## 2014: année de l'agriculture familiale

L'ONU a proclamé 2014 comme l'année internationale de l'agriculture familiale. Dans de nombreux pays des comités ad hoc avec une composition plus ou moins improbable se sont mis en place. En Suisse, c'est l'Union Suisse des Paysans, Swissaid, Helvetas, le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et d'autres qui mènent le bal. Un site internet, une page facebook, des événements régionaux, une conférence nationale sont prévus pour aborder le sujet sous toutes les coutures. Si ce thème est crucial et nous concerne, il soulève un certain nombre de questions qui nous accompagneront ces 12 prochains mois et probablement au-delà.

Où poser la limite entre agriculture familiale et industrielle? S'il est vrai que la taille de l'exploitation ne suffit pas à poser les frontières entre les deux modèles, elle demeure une donnée importante. Une exploitation en main d'une famille, mais qui emploie un grand nombre d'employés et fait de la production hors sol à grande échelle est-elle encore familiale? Difficile d'y répondre simplement. Elle satisfait à une série de critères définissant l'agriculture familiale\* comme la prise de risques, le centre de décision, la propriété des terres et du capital et le revenu issu essentiellement de cette activité. Mais cela suffit-il à classer ces exploitations hors industrie?

Si il est essentiel de parler d'agriculture familiale, que faire des autres formes d'agriculture qui n'entrent pas dans ce moule? Que doit-on mettre en avant? L'agriculture familiale ou plutôt l'agriculture dite paysanne, portée par des familles, mais aussi par des coopératives, des collectifs d'exploitants qui, bien que n'ayant pas forcément de liens familiaux, pratiquent également une agriculture rémunératrice et écologique tournée vers les besoins des populations locales?

L'agriculture familiale est-elle la panacée comme le laisse entendre l'USP qui la définit comme le *modèle idéal* dans son rapport de situation 2013? Uniterre se demande ce qu'implique le fait que *l'essentiel du travail est fourni par les membres de la famille*? Que l'homme s'y active à 100% et y retire l'essentiel de son revenu, que la conjointe s'occupe des enfants, ait des activités proches de l'agriculture voire un petit revenu annexe, que le fils soit présent avec un salaire d'apprenti et le papa payé par l'AVS? Est-ce durable économiquement... et socialement? Ose-t-on se poser la question ou cela est-il tabou car glorifier le modèle de l'agriculture familiale est si précieux pour l'imaginaire collectif?

**Peut être que cette année devrait être utilisée à justement réfléchir à ces questions et à les aborder sans tabou.**

A se demander si la politique agricole actuelle est bien favorable à l'agriculture familiale. Si les femmes ont le statut qu'elles méritent au vu de l'investissement humain et financier qu'elles apportent aux exploitations. Si le calcul des unités de main d'œuvre standard (UMOS) prend bien en compte l'ensemble du travail fourni par la famille. Si, au vu de l'évolution des marchés et des structures, il ne serait pas nécessaire de faire une place à d'autres formes de modèles tout aussi valables que l'entité familiale pour pratiquer une agriculture paysanne. Si le modèle familial est par définition durable du fait que le patrimoine est transmis à la génération future ou si c'est un peu plus subtile... Si les compétences de décision sont encore en main des familles paysannes ou si celles-ci n'ont pas été transférées vers les acheteurs.

Le rapport agricole mondial, le forum rural mondial, le rapporteur spécial pour le droit à



l'alimentation évoquent un certain nombre de défis pour faire vivre l'agriculture familiale: la nécessité de mieux se regrouper pour peser sur les marchés, l'amélioration des revenus et de la valeur ajoutée au niveau des fermes se situent en bonne place. Néanmoins au vu de la pression croissante sur les revenus, chaque famille paysanne cherche, non sans raison, des solutions individuelles et souvent gourmandes en temps pour s'en sortir. Cette compartimentation des solutions prêterite la recherche de voies communes et solidaires. Elle rend plus difficile la consolidation des organisations paysannes pour rassembler les producteurs et atteindre une masse critique nécessaire aux négociations. Cette constatation, qui ne comporte aucun jugement, nous amène à tenter d'y réfléchir collectivement pour esquisser des solutions. Si une part de ce défi doit être relevé par les paysannes et paysans, l'Etat ne doit pas oublier que les instances citées plus haut l'appellent à apporter sa contribution.

\*Voir: <http://www.familyfarming.ch>



**Alimentation**

**Résistances**

**Page 2**



**Agroécologie**

**Suisse et Europe**

**Pages 4 et 5**



**Agroindustrie**

**30'000 manifestants**

**Page 7**



**FRACP**

**Retour sur 2013**

**Page 8**

ENTRETIEN AVEC JOSEF ZISYADIS, MEMBRE D'UNITERRE

## «Sans résistance culinaire, il n'y aura plus de paysans, plus de bistrot»

Homme politique vaudois, théologien de formation, Josef Zisyadis s'est fait connaître par le Parti ouvrier et populaire (POP) qu'il a contribué à mettre en place. Engagé pour le terroir suisse dans ses fonctions de député au Parlement suisse, il a presque naturellement lancé la version helvétique de la Semaine du Goût. Rencontre. - Article extrait du Magazine Affaires Publiques\*

**Affaires Publiques: Pourquoi avez-vous cessé la politique partisane pour vous consacrer au goût?**

**Josef Zisyadis:** Après 20 ans de politique active au Palais fédéral et avoir animé mon parti pendant plus de 25 ans, j'ai préféré dire clairement, sans acrimonie, que je me consacrais à ce qui était une partie de moi: la passion du goût. Comme j'ai toujours voulu travailler pour la population, pour des projets d'ampleur, je suis devenu coprésident de l'association Slow Food suisse, qui compte 3500 membres, et préside l'organisation de la Semaine du goût, sorte de festival culinaire décentralisé. Tout récemment, j'ai coordonné avec quatre vignerons vaudois un projet d'agro-écologie sur l'île grecque de Patmos. Nous entendons y faire revenir une culture locale, d'olives et de vignes. Avec la mise en place d'un pressoir pour obtenir de l'huile, un musée et une banque de graines, les touristes verront autre chose que les plages et les bistros. J'ai de la chance de travailler dans un environnement avec des valeurs qui me rendent fier.

**A.P.: Les combats menés par Slow Food sont-ils différents de celui de la Semaine du Goût?**

**J.Z.:** L'association n'est pas un club de bons vivants, c'est un lien interactif avec 130 000 membres de par le monde. Cette ONG est présente dans 157 pays et les réunions permettent à chacun, de l'Amérique latine au Japon, d'exposer ses préoccupations. C'est donc une façon d'aller plus loin que la prise de conscience ponctuelle, une façon d'inciter à manger bon, propre et juste, parce que la question du goût est essentielle; c'est même un plaisir fondamental et manger est peut-être la seule chose commune à tous les humains. Quand je dis propre, j'entends transparente – que l'on sache qui produit les aliments que l'on consomme, de quelle façon, etc. Les conditions de production doivent être justes et l'on devrait pouvoir répondre à la question de comment on rémunère le créateur. C'est un combat de longue haleine, qui interroge aussi sur notre souveraineté alimentaire. Néanmoins, si l'on encourage la consommation de produits locaux, Slow Food n'est pas dans le discours moralisateur, mais

n'est que bon sens. D'ailleurs, les faits sont parlants: manger équilibré règle la moitié des problèmes, de l'obésité à la solitude alimentaire.

**A.P.: Qu'est-ce qui a changé depuis le lancement de la Semaine du Goût, en l'an 2000?**

**J.Z.:** En 13 ans, il y a eu beaucoup de changements. Un aspect négatif, c'est que le rouleau compresseur de l'agro-alimentaire n'a pas reculé. Songez que 80% de la production alimentaire planétaire est ramassée par l'industrie. Cela laisse une étroite marge de manœuvre pour les 20% restants. Par rapport à la manifestation, ce qui est nouveau, c'est que cet événement convivial traduit une inquiétude. Les gens se posent des questions sur ce qu'ils mangent. Les amateurs du terroir sont donc des passionnés qui résistent. A mon sens, la question de la nourriture est la grande question de ce siècle. Sans aucune résistance culinaire, il n'y aura plus de goût, plus non plus de paysans, de bistrot... on ne saura plus cuisiner. La question de la nourriture et de son avenir n'est pas secondaire.

**A.P.: Vous vous battez aux côtés de l'association française Kokopelli pour la préservation des semences traditionnelles. Est-ce votre façon de prendre le mal à la racine?**

**J.Z.:** C'est quand même assez curieux d'avoir à homologuer les semences traditionnelles. Les industries agro-alimentaires formatent et vendent des semences qui ne poussent qu'une fois... C'est du suicide collectif! En calibrant, elles perdent en diversité. Résultat, on a des grands cuisiniers heureux de présenter des produits de base dénichés chez de tous petits agriculteurs... L'enjeu est planétaire: aux Etats-Unis, deux types de tomates concentrent 90% du marché. Que se passera-t-il en cas d'épidémie grave? Le message de la Semaine du Goût, c'est «semez partout!». On est un peu en résistance.

**A.P.: Justement, pour résister aux épidémies, les OGM sont une solution à envisager...**



Josef Zisyadis, co-Président de Slow Food

**J.Z.:** Sur cette question, c'est un *non* philosophique et catégorique. L'hybridation d'un champ transgénique à un autre «propre» serait inévitable. A terme, ce serait purement et simplement la destruction de l'agriculture. Au lieu de mettre tout l'argent pour aider la paysannerie, on veut créer des monstres, sans rien connaître des conséquences sur la santé. Et puis il y a deux choses, d'abord, l'argument du prix qui ne tient pas sur le long terme et, ensuite, il est faux de croire que l'on préserve l'environnement avec le recours aux OGM qui provoquent de nouvelles résistances. C'est oublier que la nature est plus forte. Le recours à la génétique n'est qu'une question d'argent. La FAO a été très claire: aujourd'hui sur Terre, il y a de quoi nourrir dix milliards d'être humains. Certes, pas avec les quantités de viande tel qu'on le fait, mais en changeant nos habitudes. Le choix est vite fait. Les études montrent qu'il faut revenir aux méthodes traditionnelles qui prennent en compte la lune, les planètes, les saisons... Tout ce que les paysans connaissaient et que l'on a perdu.

**A.P.: Par rapport aux OGM, la position de la Suisse pourrait-elle changer?**

**J.Z.:** Il serait catastrophique pour le pays de les autoriser. Aujourd'hui, la Suisse est gage de qualité sur tous les plans. Le moratoire sur les OGM porte jusqu'en 2017. Ensuite, si un référendum

UNITERRE OFFRE À TOUS SES MEMBRES

### Inscription gratuite à la Semaine du Goût 2014

Uniterre convie ses membres paysans à proposer des événements dans le cadre de la Semaine du Goût, du 18 au 28 septembre 2014. Uniterre récidive son offre: la gratuité d'inscription pour tout événement organisé par ses membres.

Visites à la ferme, dégustations de produits locaux, animations autour du métier de paysan, conférences et projections de films, tout est envisagé pour entretenir le lien avec consommateur-producteur et valoriser les métiers de la terre. Le syndicat paysan souhaite aussi valoriser les savoir-faire artisanaux, la qualité, la diversité et la saisonnalité des produits auprès du grand public. Fêtes de goûts, mais surtout fêtes d'échanges à échelle humaine, tels étaient les 10 événements d'Uniterre l'an passé.

En 2013, les frères Serex ont présenté leurs secrets de la pomiculture à Versoix. À Landecy, les collaborateurs de l'Affaire TourneRêve ont dévoilé les étapes de la production de céréales à la conception de votre miche de pain. L'Association du Nord-Vaudois à Yverdon avec participants et panélistes ont expliqué le gaspillage alimentaire et les économies d'énergie offertes par la vente directe. À Salavaux, chez Sébastien et Pierre-André Tombez, comme à Ferlens chez Alexandre Delisle, les visiteurs ont été accueillis autour d'un brunch du terroir.

Uniterre est partenaire de la Semaine du Goût aux côtés entre autres de l'Office Fédéral de l'Agriculture, l'Ecole Hôtelière de Lausanne et la Fédération Romande des Consommateurs. Evénement national, la Semaine du Goût, c'est plus de 1 500 activités offertes depuis 9 ans dans toute la Suisse.

Marie-Eve Cardinal

**Date limite d'inscription 31 avril 2014**  
**Informations :** 021 601 74 67  
me.cardinal@uniterre.ch

est lancé, ce sera au peuple de décider. Dire que nous aurions la possibilité d'être le seul pays entièrement bio au monde, et sans OGM! Ce serait le vrai tournant alimentaire. Le tourisme s'en verrait favorisé. Pour le moment, en Suisse, j'ai l'impression de beaucoup de peinture verte sur beaucoup de projets avec une utilisation sempiternelle du développement durable.

Propos recueillis par Benjamin Philippe

\* Magazine Affaires Publiques  
vol. 4, 2013, p.6-8  
www.affaires-publiques.ch

SECRETARIAT D'UNITERRE

# Des nouvelles de votre syndicat

## National

Uniterre souhaite poursuivre son travail pour redonner un coup de fouet à la production fourragère indigène. Très actif en 2012 et 2013 pour qu'un soutien spécifique pour les fourragères soit inscrit dans la loi sur l'agriculture, Uniterre souhaite au plus vite mettre sur pied une plateforme de réflexion et «d'action» pour encourager les productions fourragères (céréales, protéagineuses etc.). Il souhaite y intégrer la FSPC, IP Suisse, Bio Suisse et la recherche (FiBL et Agroscope). Il est crucial que la Suisse tente d'inverser la tendance vers toujours plus de dépendance vis-à-vis des importations.

La commission lait suit de près l'évolution du dossier «ligne blanche» au Palais fédéral et se penche sur la possibilité de développer des projets concrets dans le secteur laitier.

En ce qui concerne les jeunes et l'accès à la terre, Uniterre a eu une discussion avec l'Association des petits et moyens paysans qui souhaite, comme nous,

mieux mettre en lien les personnes à la recherche de domaines agricoles et celles et ceux qui souhaitent remettre leur domaine.

Par ailleurs, Uniterre rencontrera prochainement l'Université de Lausanne qui a récemment finalisé la mise en valeur des résultats d'une enquête sur les besoins en terres des jeunes de 3ème année en CFF agricole.

Jérôme Wyss, étudiant en vue de devenir animateur social fera un stage de six mois à Uniterre. Sujet principal qu'il tentera de développer: une sensibilisation des enfants à la souveraineté alimentaire.

## International

Uniterre est à nouveau actif sur le dossier concernant une déclaration internationale sur les droits des paysannes et paysans. Après notre lobby effectué en 2012 qui a mobilisé des ONG et des élus cantonaux et fédéraux, la Suisse a pris l'option de travailler de manière proactive au sein du Conseil des Droits de l'Homme. Ainsi, elle a récemment

convié Uniterre et les autres acteurs de la campagne à une rencontre.

Du côté de La Via Campesina, nous suivons de près l'évolution du dossier. En effet, après le vote de septembre 2012 instituant un groupe intergouvernemental de travail, c'est les Etats qui sont chargés de rédiger une déclaration internationale. Ainsi il est pour nous capital qu'elle ne s'éloigne pas du texte initial développé par nos organisations.

Uniterre participera tout prochainement à l'Assemblée générale de la Coordination européenne La Via Campesina qui se tiendra début mars en Norvège.

### ACP dans la région de Moudon?

**Des consommateurs de la région souhaitent développer un projet d'agriculture contractuelle. Pour le mettre sur pied, ils sont à la recherche de producteurs, prioritairement maraîchers, autour de Moudon et dans la Broye. Intéressé-e-s?**

[n.bezencon@uniterre.ch](mailto:n.bezencon@uniterre.ch)

La ligne nature  
**Metrabol**  
BOLUS naturel après-vêlage  
Nettoyage et tonus  
**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique  
**Parabol**  
en cas de cellules  
somatiques  
LGC SA  
ONLINE SHOP 1627 Vaulruz  
[www.lgc-sa.ch](http://www.lgc-sa.ch) 026 913 79 84

### APPEL A SOUTIEN

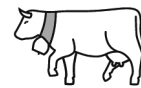
Pour renforcer son travail d'information auprès de la population et de lobbying auprès des institutions agricoles suisses, Uniterre a besoin de votre soutien.

**Un grand merci de votre appui.**

Uniterre p.a. Mme Aline Franel  
Le Crépont, 2105 Travers  
Banque Raiffeisen Basse-Broye Vully  
Compte Uniterre No 28496.55  
IBAN: CH50 8012 3000 0028 4965 5  
CCP de la Raiffeisen 17-6872-4

## LETTRE OUVERTE AU CONSEILLER FÉDÉRAL SCHNEIDER-AMMANN

# Prélude à l'année internationale de l'agriculture familiale



KLEINBAUERN  
VEREINIGUNG

Monsieur le Conseiller fédéral,

2014 a été déclarée par l'ONU comme l'année de l'agriculture familiale. Selon le dernier rapport annuel de la CNUCED, la nouvelle orientation de l'agriculture est un des plus grands défis du 21<sup>ème</sup> siècle. Ce rapport démontre, comme l'a fait il y a 5 ans le rapport mondial sur l'agriculture, qu'un changement de paradigme dans l'agriculture est indispensable. Un changement de paradigme pour nous éloigner de la production industrielle et nous orienter vers une agriculture paysanne, écologique.

Nous vous encourageons ainsi à ne plus considérer les exploitations en fonction de la taille et du nombre d'hectares. Les prestations réelles et diversifiées des paysannes et paysans, comme nous allons le démontrer plus bas, méritent reconnaissance.

### Liées au sol et diversifiées

Les responsables des exploitations paysannes perçoivent leur base économique, le sol, comme une ressource limitée. Ils l'exploitent de telle manière qu'il bénéficie aux générations futures et travaillent en harmonie avec la nature et les conditions locales données.

La diversité du paysage fait partie de l'exploitation paysanne, elle offre un espace de vie aux auxiliaires et favorise une croissance saine des cultures. Ces services fournis par l'écosystème sont actuellement quantifiés dans une étude européenne. La diversité, véritable stratégie de survie, est transférée par les paysannes et les paysans sur leur exploitation. Ainsi, les exploitants placent leurs intérêts et leurs compétences dans différents domaines de production, demeurent ainsi flexibles et peuvent s'adapter aux changements climatiques et de la société.

### Régional

Les denrées alimentaires issues de l'agriculture paysannes sont aussi des productions culturelles, l'expression d'une région et donc bien plus qu'un concentré de nutriments. S'ils sont transformés et mangés localement, tout le monde en profite. Les consommateurs retrouvent confiance dans l'alimentation, les paysannes et les paysans améliorent la plus-value de leurs produits et l'artisanat local à

du travail. Le gaspillage alimentaire est également réduit. L'agriculture paysanne, enracinée localement a moins besoin de denrées alimentaires normées. Ce qui compte c'est l'origine régionale, la production écologique et le bon goût.

### La vraie dimension: la gestion

L'agriculture paysanne est la réponse aux slogans actuels: autosuffisance, sécurité et souveraineté alimentaires. Les producteurs et les consommateurs seront vraiment souverains à partir du moment où ils pourront déterminer eux-mêmes ce qu'ils souhaitent comme agriculture et que ces orientations ne soient pas influencées par les intérêts de l'industrie. La véritable indépendance de l'agriculture suisse commence par une sélection écologique, sans OGM. Elle s'étend avec une production diversifiée, adaptée aux conditions locales et s'achève avec des cycles régionaux de production et de consommation.

La taille d'une exploitation n'est pas une base adéquate de comparaison. Elle ne dit rien sur la capacité d'une

exploitation à créer de la plus-value, elle ne reflète pas sa valeur pour une région ni ne livre des données sur le travail réel et le nombre de personnes actives sur la ferme. La vraie dimension d'une exploitation se situe dans la manière avec laquelle les exploitants gèrent leur ferme!

L'organisation des petits et moyens paysans (VKMB) vous demande, à l'occasion de l'année internationale de l'agriculture familiale:

1. De reconnaître les prestations des petites et moyennes exploitations et de ne pas forcer l'évolution structurelle par des mesures de politique agricole.
2. De renforcer l'agriculture paysanne diversifiée - de la sélection, via la production et la transformation - jusqu'à la commercialisation.
3. D'élaborer un calcul des UMOs qui soit proche de la pratique, et qui tienne compte du réel investissement en travail sur les exploitations.

Nous vous demandons dès 2014 de porter une attention particulière à l'agriculture paysanne et d'accepter nos demandes. Nous vous souhaitons une bonne nouvelle année.

*Regina Fuhrer, Présidente au nom de l'organisation des petits et moyens paysans*

AGROÉCOLOGIE

# Pour des échanges de «paysans à paysans»

Depuis l'automne 2013, Uniterre participe au projet européen Grundtvig « Comprendre l'agroécologie » dont l'objectif est l'échange d'expériences et de pratiques en direct, de paysans-nes à paysans-nes. Dans le cadre de ces ateliers et conférences uniques, les participants issus d'organisations paysannes de neuf autres pays (France, Belgique, Roumanie, Allemagne, Espagne, Italie, Norvège, Pays-Bas et Autriche), membres de la Via Campesina Europe, mettent en commun leurs réflexions sur le développement de l'agroécologie et les formations reliées.

Les quatre rendez-vous prévus à l'ordre du jour de ce projet se tiendront au cours des deux prochaines années et porteront sur les différentes dimensions de l'agroécologie (technique, politique, économique, sociale et environnementale). À leur issue, l'objectif premier sera la création d'un réseau européen en agroécologie, et la dissémination de connaissances et compétences acquises au sein des organisations paysannes.

Un des principes fondamentaux de l'agroécologie repose sur la valorisation et la transmission des savoirs et savoir-faire locaux, via l'échange de bonnes pratiques, la transmission intergénérationnelle et la valorisation du « paysan-formateur ». Les méthodes participatives engagées remettent en question les modalités de prises de décisions et favorisent les formes d'actions collectives. La remise en question des dominations politiques, économiques,

idéologiques et patriarcales, en lien avec les mouvements sociaux, est partie intégrante de cette agroécologie.

La méthodologie des rencontres Grundtvig-Agroécologie fut donc la plus horizontale et inclusive possible, afin de favoriser au maximum l'expression des acteurs principaux que sont les paysans-nes. Les échanges « de paysans à paysans » y sont multipliés. Les discussions « en plénière » s'alternent avec des séances de travail en sous-groupe. La présence d'interprètes professionnels bénévoles facilite la participation active de tous les paysans-nes.

## Paysans à Gaillac pour des semences paysannes

La première rencontre s'est déroulée du 26 au 29 octobre 2013 en France, organisée par Nature & Progrès à l'Ineopole de Gaillac et portait sur les



Atelier « Législation » autour de la production et l'utilisation de semences paysannes en Europe

semences paysannes et la préservation de la biodiversité. La possibilité pour les agriculteurs de produire, sélectionner, conserver et échanger leurs semences est essentielle en agroécologie. Cela renforce l'autonomie des paysans, préserve la biodiversité, évite les risques associés aux OGM, limite les coûts de production.

Cette rencontre fut l'occasion de rappeler l'objet de la campagne internationale des semences menée déjà depuis plusieurs années par La Via Campesina. Cette campagne repose sur deux piliers fondamentaux. Le premier concerne la réappropriation de la capacité de faire ses propres semences, par la valorisation des savoir-faire ou par l'organisation collective pour produire et conserver localement les semences destinées aux agricultures paysannes. Le second représente la lutte quotidienne contre les lois de l'agroindustrie qui concentre la production de semences et celle pour l'inscription dans les lois

nationales de la reconnaissance des droits inaliénables des paysans conservant, utilisant, échangeant, vendant et protégeant leurs semences.

Déjà deux paysans suisses, représentant Uniterre, ont participé aux premiers ateliers de Gaillac.

Deux autres partiront en Norvège en mars prochain, pour rejoindre les ateliers sur les pratiques culturelles.

Les organisations paysannes d'Espagne et de Belgique accueilleront les prochaines rencontres sur la coopération entre les producteurs, consommateurs et autres parties prenantes, puis sur les facteurs de développement de l'agroécologie, la transmission des savoirs et savoir-faire s'y rapportant.

Marie-Eve Cardinal



Conférence publique sur les semences paysannes, témoignages d'Espagne, d'Allemagne et de Norvège.

### Quelques actions proposées au niveau européen, ateliers de Gaillac, France, octobre 2013

- Entraide pour la tenue d'une veille juridique (élargir la veille juridique française);
- Réalisation d'un répertoire européen des savoirs et savoir-faire autour des semences et de l'agroécologie;
- Construction d'une base de données des variétés paysannes, rédaction de fiches techniques et accès facilité à la littérature existante;
- Renforcement ou création de liens avec certains chercheurs scientifiques dans les domaines de l'agriculture et de la santé, développement d'une recherche-action participative menée conjointement par scientifiques et paysans, et reconnaissance des savoirs et savoir-faire paysans au même titre que les connaissances scientifiques;
- Développement d'une stratégie de communication pour les paysans et les consommateurs, afin de pouvoir expliquer de manière simple cette question complexe des semences paysannes.

## Semaine du Goût 2014

du 18 au 28 septembre

Inscriptions ouvertes

Paysans et paysannes membres d'Uniterre inscrivent gratuitement un événement!



021 601 74 67  
me.cardinal@uniterre.ch



ENTRETIEN AVEC CHRISTOPHE VIRET À GOLLION (VD)

# Être autonome et produire de qualité

Intervenant le 16 janvier dernier, lors de la Journée Agroécologie organisée par Agridea, en collaboration avec la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève et l'Université de Neuchâtel, Christophe Viret témoignait de son parcours vers l'autonomie et la qualité.

Sortir de ce système dépendant financièrement de l'industrie agroalimentaire et des paiements directs, telle est la ligne directrice chez Christophe Viret, producteur à Gollion (VD). Grâce à la transformation et à la vente à la ferme, il vise une agriculture ayant un autre rôle qu'uniquement celui de produire une matière première. *Je cherche à créer une autonomie, en produisant des produits de qualité et de proximité,* soutient Viret.

Ses vaches de race jersiaise présentent un grand nombre d'avantages. Rustique, d'un poids léger et de caractère docile, cette race est la plus productive au regard de son poids et de sa longévité. Son lait

est particulièrement riche en matière grasse et protéines. Les 45 vaches de Christophe Viret sont nourries exclusivement avec les fourrages du domaine. Chez lui, les marges apportées par la transformation et la vente au domaine sont bien supérieures à celles de la grande distribution. De plus, les produits laitiers non homogénéisés offrent une qualité qu'on ne retrouve pas dans les produits industriels.

Depuis 8 ans, il participe à un projet initié par la Hollande, *Glace de la ferme*, permettant à des paysans de diversifier leurs activités par la transformation de leur lait en glace et en yogourt, aux parfums locaux ou exotiques. Cela lui

a permis d'accéder à la vente directe et de différencier ses produits. Valorisant de plus grands volumes de lait, il produit maintenant davantage de yaourts.

## Variétés anciennes de céréales

À l'automne 2012, Christophe Viret effectuait ses premiers essais de multiplication. L'automne suivant, 80% de ses céréales étaient de variétés anciennes. À l'analyse, sa récolte transformée en farine présentait une excellente qualité nutritionnelle. Il faut noter que les glutens de ces variétés sont davantage assimilables que les variétés modernes. Elles s'adaptent également mieux aux

conditions climatiques et nécessitent moins de fumure organique. *Je l'ai observé sur mes parcelles,* souligne Christophe Viret. *Nous avons comparé ces variétés à des variétés récentes, dans des conditions identiques. Sans intrants additionnels, les variétés anciennes étaient plus hautes, portaient de plus gros épis, résistaient aux maladies, et produisaient davantage.*

Christophe Viret possède une trieuse et compte acquérir un moulin à pierre permettant de produire de la farine, qu'il vendrait soit en vente directe soit à des boulangers de la région.

## Techniques culturales simplifiées

*Je laisse mon sol tranquille et je l'observe,* explique-t-il. Restaurer l'équi-

### L'exploitation en bref

- 45 hectares, dont 8% de compensation écologique
- grandes cultures (céréales panifiables) et prairies
- 205 000 litres de quota pour 45 vaches (50 UGB)
- en agriculture biologique depuis 2012, Bio Bourgeon en 2014
- non labour depuis 1994 sur toutes les parcelles.

libre naturel de son sol et le protéger avec des végétaux qu'il maîtrise est son mot d'ordre. Pour cela, il pratique le semis direct ou, si les conditions ne s'y prêtent pas, il réalise un scalpage, coupant la capillarité racinaire des plantes couvrant le sol. Il cultive aussi des engrais verts hivernant ou non. Par ailleurs, il n'utilise aucun produit phytosanitaire et le moins de fumure possible.

En termes de techniques culturales, son idéal serait l'alternance de blé et d'herbe en rotation binaire sur 3 ans (une année de prairie, deux de céréales), une pratique courante en Europe au 17-18<sup>ème</sup> siècles.

*Je passe un peu pour le farfelu,* affirme Christophe Viret. *Je me plante. Je ne fais pas forcément juste tout de suite. Par contre, chaque fois, j'apprends. Aujourd'hui, on réapprend ce métier qui se faisait avant l'ère de la chimie.*

Sarah Waeber, AGRIDEA pour la Plateforme Agroécologie CH et Marie-Eve Cardinal, Uniterre

Plus d'info : lavireuse.ch



Roulage de l'engrais vert chez Christophe Viret à Gollion


## Blog politique - Initiative des Verts et de l'USP

Lundi le 30 décembre 2013, Patrick Chuard, correspondant au Palais fédéral pour la *Tribune de Genève, 24 heures* et le *Newsnet*, publiait sur son blog politique du Tagesanzeiger un article du titre de *Oui pour plus de frontières dans l'assiette*, une analyse détaillée de l'initiative des Verts et de celle de l'Union suisse des paysans.

Les deux initiatives seront lancées au printemps 2014. Selon Chuard, leur approche est très différente. Elles seraient tout de même complémentaires. Les longues distances de transport, leurs effets négatifs sur l'environnement et la concurrence à la production locale sont thématiques

par les deux initiatives. Il conseille aux associations de protection des consommateurs de soutenir les deux initiatives. Il poursuit: *les aliments bon marché poussent le secteur productif à l'industrialisation. Ce mécanisme est destructeur pour l'agriculture. En réalité, il faudrait aller encore plus loin que ces deux initiatives: il faudrait redonner aux producteurs leur dignité et leur importance, tel que demandé par (...) Uniterre.* Pour conclure, P. Chuard suggère aux lectrices et lecteurs une bonne résolution pour la nouvelle année: consommer moins, mais de meilleure qualité!

Traduit par Ulrike Minkner



DOMAINE DE LA MERMIERE

1286 Soral - [www.mermiere.ch](http://www.mermiere.ch)

**A la Mermière, on travaille la terre  
comme à Uniterre.  
Simplement, avec le cœur et les mains.**

MANIFESTATION À BERLIN

# 30'000 personnes contre l'agroindustrie

Tandis qu'à Berlin des représentants gouvernementaux de 70 Etats mettent en avant un renforcement de l'agriculture au niveau global pour lutter contre la faim dans des conditions de changements climatiques et de ressources finies, 30'000 personnes ont manifesté contre l'agroindustrie. Ce mouvement montre clairement que les politiques agricoles et alimentaires ne concernent pas uniquement les paysans, mais que toute la population est touchée.

Une large alliance de plus d'une centaine d'organisations, représentant paysans, consommateurs, apiculteurs, protecteurs de la nature et des animaux, organisations de coopération et comités de chômeurs, revendique une réorientation de la politique agricole. Au lieu de continuer une politique clientéliste en faveur de l'agroindustrie, le gouvernement fédéral doit défendre un changement agricole social, respectueux de l'environnement et des animaux, exige cette alliance. L'agriculture paysanne est un concept moderne, riche et développé. C'est un modèle d'une agriculture durable, qui prend soin des ressources naturelles et humaines, et qui garantit ainsi une sécurité sociale et alimentaire globale. C'est ce modèle qui est célébré par l'année internationale de l'agriculture paysanne familiale et que défend cette manifestation.

Mais en Allemagne, l'évolution structurelle, détruisant l'agriculture paysanne, continue sans entrave. Ainsi près de 15 000 fermes ont disparu annuellement entre 2000 et 2010. C'est plus particulièrement dans l'élevage de volailles et l'engraissement de bœufs et de cochons que cette évolution force le développement de grandes exploitations spécialisées. L'augmentation continue du nombre d'animaux et une détention toujours plus intensive d'animaux à haut rendement sont une fausse piste.

La manifestation exige du gouvernement «une interdiction stricte de construire des fermes géantes, véritables usines agricoles; une législation veillant à une détention d'animaux conforme à l'espèce, sans dépendance aux antibiotiques; des aires de promenade paillées; l'encouragement d'une production fourragère régionale dans des petites et moyennes

structures de production paysannes; ainsi que des régions rurales vivantes. Donc une production de produits de qualité plutôt que de matières premières, avec des prix et des règles commerciales équitables pour les paysans!».

## Les exportations agricoles menacent la souveraineté alimentaire

Bien que l'Allemagne, comme l'UE, reconnaissent le droit à l'alimentation, alors que plus de 840 millions de personnes ont faim, les importations agricoles allemandes représentent 18 millions d'hectares cultivés à l'étranger. Malgré cela, la politique agricole allemande planifie la construction de 40 millions de nouvelles places d'engraissement pour des poules et 2,5 millions de places pour des porcs. Des produits animaux transformés sont exportés alors que les fourrages qui sont en concurrence avec la consommation humaine sont importés. La réforme agricole (PAC) dans l'UE et les décisions de l'OMC à Bali confortent cette orientation contradictoire. Ainsi à Bali, le rachat d'une production agricole paysanne à des prix fixes a été décrié comme une subvention interdite et il est concédé à l'Inde un droit exceptionnel et restrictif pour mener un tel programme. Ce droit est dénié à d'autres Etats. Par ailleurs, l'UE et l'Allemagne favorisent l'exportation du modèle *croître ou disparaître* vers le Sud global et ceci en étroite collaboration avec l'agroindustrie (G8, New Alliance for Food Security and Nutrition, G8NA). Ceci entre autres par l'application de réformes et de mesures techniques, notamment dans le secteur semencier. «Mais la contradiction est



Berlin, 18 janvier 2014

manifeste si on favorise d'un côté la spéculation agricole par des traités de libre-échange, les cultures d'agrocarburants et qu'on veut lutter parallèlement contre la famine. Ainsi les exportations massives de la part de l'Allemagne et de l'UE de denrées, tels que la poudre de lait, les restes de volaille et de viande de porcs sont tellement bons marchés que les paysans africains ne peuvent pas être concurrentiels».

La manifestation condamnait plus particulièrement les accords de libre-échange entre l'UE et les USA (TTIP). La commission de l'UE négocie secrètement sur un traité de libre-échange qui menace autant les paysans que les consommateurs. La grande majorité des personnes ne veut pas de volaille traitée au chlore, de viande aux hormones et l'introduction en douce des OGM. C'est précisément ce qui est en jeu si ce traité devait être finalisé.

## Une alimentation saine et accessible pour tous

En Allemagne, 300'000 paysans et paysannes nourrissent 80 millions de personnes. Leur production est vendue à plus de 90% par 5 grands distributeurs: Edeka, Rewe, Aldi, Lidl et Metro. Ceux-ci dictent les prix, la qualité, les conditions de travail et la rémunération dans la production, la transformation et la distribution. Environ un tiers de la population allemande dispose pour son alimentation d'un budget de 135 Euros par mois. Ce qui correspond au montant du barème de l'aide sociale en vigueur pour une personne adulte en ménage propre. Avec une telle somme, seule l'offre la moins chère est accessible. Mais pour la production d'aliments sains, il faut également exiger une rémunération équitable, ce qui renchérit

cette production. Pour des aliments moins chers et accessibles à tous, il faut continuer à rationaliser la production et à baisser la rémunération. Ce qui mène à une industrialisation écologique et une sous-traitance avec l'Europe de l'Est. Pour cette raison, l'alliance pour un revenu minimal équitable revendique un relèvement important du barème pour l'alimentation, un salaire minimal qui garantit l'existence, des infrastructures sociales gratuites et une alimentation saine pour tous sur la base d'une agriculture régionale et écologique.

## Le mouvement revendique la libération de la biodiversité des semences

L'uniformisation sous un contrôle semencier européen, appelé par les vœux de l'industrie semencière pour garantir leur main mise doit être empêchée. Dans la lutte contre les pesticides atteignant les abeilles, les néonicotinoïdes ont pu être interdits provisoirement en Europe, malgré un lobbying et une campagne médiatique importante.

En Europe et en Allemagne, le thème de l'accès à la terre pour tous et l'acapement des terres sont également d'actualité. Ainsi en Allemagne de l'Est, une seule société exploite 32'000 ha. Les critères d'attribution des terres doivent donner la priorité à des projets de l'agriculture paysanne. Pour l'avenir de l'agriculture, il faut pouvoir donner une chance aux jeunes de créer des fermes, de s'établir et de prospérer. Ces protestations de Berlin ont inspiré dès l'année 2012 des mouvements similaires en Hollande et en Autriche.

Rudi Berli

Plus d'info: <http://www.wir-haben-es-satt.de>, [www.menschenwuerdiges-existenzminimum.org](http://www.menschenwuerdiges-existenzminimum.org)



30'000 personnes contre l'agroindustrie à Berlin, 18 janvier 2014

INITIATIVE D'UNITERRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

# Certains labourent, nous allons semer!

**Vous l'avez lu et relu, l'année 2014 sera en Suisse l'année des initiatives populaires autour des questions agricoles et alimentaires. Sommes toutes, c'est une bonne chose car ce thème est central dans la vie de tout un chacun. Alors, même si les textes sont nombreux (trop pour certains), ils auront ensemble le mérite de provoquer un débat dans notre société. Peut-être à l'image de la succession des initiatives «Minder», «1:12», «pour un salaire minimum» et «pour un revenu de base inconditionnel» qui permettent de traiter sous différents angles le thème de l'argent si tabou en Suisse.**

L'Union Suisse des Paysans lance son initiative sur la *sécurité alimentaire*. Rédigée en termes généraux elle souhaite aborder les questions de protection des terres cultivables, l'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes et la réduction de la pression administrative et des réformes sur les fermes. Les Verts, quant à eux, souhaitent s'engager en faveur de produits alimentaires indigènes et importés qui soient respectueux de la nature, des animaux et des Hommes.

Uniterre, pour sa part, a un projet plus global car il est issu d'une réflexion qui murit depuis plus de 15 ans. Celui de la souveraineté alimentaire que nous construisons pas à pas au sein de la Via Campesina. Nous avons opté pour un texte rédigé dans les détails qui aborde des points qui nous ont toujours été chers et en lesquels nous nous reconnaissons. Nous en sommes persuadés, nos idées trouveront de fortes alliances dans la société. Certes, les opposants ne tarderont pas à se faire connaître et à nous attaquer sous l'un ou l'autre angle. Mais l'écho des sections était plus que clair: «*si nous nous lançons dans cette aventure, faisons-le de manière complète, intègre, mouillons nous jusqu'au cou pour les idées auxquelles nous croyons*», affirmait-on. De part et d'autres du pays, nous avons entendu: «*avec cette initiative, nous façonnons notre moule, c'est le seul moyen de modeler notre avenir*». D'autres se sont exprimés tel que suit: «*ce texte veut des améliorations pour nous, les paysans suisses, mais aussi pour les autres; nous nous positionnons comme des gens qui ont du cœur et nous cherchons à notre niveau à contribuer à améliorer la situation du monde*» ou «*notre texte est global, il est parlant; consommateurs, travailleurs, gestion des quantités, prix, tout y est; un pays qui investit des milliards dans son agriculture sans d'autre part mettre un cadre au marché pour éviter que l'agriculture ne se détruise n'a pas de vision*».

Ce que certains nous reprochent, c'est que notre texte porterait trop le flanc à la critique car il touche plusieurs aspects, même s'ils sont reconnus par la plupart d'entre eux comme essentiels. Nous sommes les seuls à réellement approcher la question des revenus, du fonctionnement du marché ou de la relève paysanne. «*La pensée dominante, disait l'un des membres d'Uniterre, c'est le marché, le libre-marché. Sans être contre le marché, il faut le cadrer*

*sinon il est destructeur. D'ailleurs, le marché n'est pas un objectif en soit pour la société, ce n'est qu'un outil*». Evidemment, nous touchons à des questions qui froissent. C'est d'ailleurs récurrent que l'USP se soit toujours positionnée aussi loin que possible de la remise en question du fonctionnement du marché. Même si elle aborde ces questions dans son rapport de situation 2013, elle n'osera pas le pas subversif de proposer des changements via une initiative populaire. Et c'est bien regrettable. Il ne suffit pas de déplorer la situation, il faut vouloir la changer. Certains membres nous ont dit «*que la meilleure manière de protéger les terres c'est de payer correctement les paysans pour qu'ils les travaillent et les entretiennent*». Ils nous confirment que «*notre initiative est celle qui a le plus de substance et que si les autres vont labourer le terrain, nous allons semer les graines de l'avenir*».

**« Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on le fasse »**

**- Nelson Mandela, ancien prisonnier politique et ancien Président de la République d'Afrique du Sud**

Tels des aventuriers, les membres d'Uniterre hésitent: ils ont les yeux qui brillent à l'idée de se lancer dans cette aventure qui permettrait de faire avancer nos idées et, en cas de victoire, d'avoir un réel impact sur la situation, mais également les jambes qui tremblent devant l'ampleur du projet. La décision finale ne sera prise ni dans ce journal ni à un comité, mais bien à une assemblée générale. N'ayons pas peur d'avancer à notre rythme, celui des saisons. L'automne a été consacré aux rencontres des sections, l'hiver sera orienté vers le conseil auprès de Constitutionnalistes afin de peaufiner notre texte et auprès de potentiels alliés qui nous feront part de leurs expériences. Le printemps accueillera la fameuse assemblée générale qui prendra une décision, quelle qu'elle soit.

**Comment financer une telle aventure?**

Comment réunir 150'000 francs et récolter les signatures nécessaires? A la manière militante et proche du terrain qui caractérise Uniterre, voici une proposition motivante:

*«Trouvons 1 200 parrains/marraines qui sont prêt-e-s à mettre 100.- sur un compte et à s'engager à récolter 100 signatures en 18 mois (6 signatures par mois).*

Cette campagne de parrainage peut d'ores et déjà être engagée. Qui parmi vous, autour de vous serait prêt à cet engagement?

*Valentina Hemmeler Maïga*

**Votre publicité dans le journal d'Uniterre?**

021 601 74 67  
info@uniterre.ch

## Article 104 bis Souveraineté alimentaire

En visant la souveraineté alimentaire, la Confédération, favorise une agriculture paysanne rémunératrice et diversifiée, fournissant des aliments sains, et répondant aux attentes sociales et écologiques de la population; elle

1. complète la législation afin
  - a. de favoriser l'installation dans l'agriculture et la diversité des structures.
  - b. de préserver impérativement la surface agricole utile et les zones d'estivage.
  - c. de garantir l'accès libre aux semences pour les producteurs.
2. établit des conditions cadres
  - a. garantissant la mise en place d'instruments de régulation des quantités en main des producteurs, la possibilité de déterminer des prix couvrant les coûts de production, la transparence sur le marché.
  - b. permettant de porter une attention particulière aux conditions de travail des salariés agricoles et met tout en œuvre pour leur harmonisation au niveau fédéral.
3. vise à un approvisionnement indigène optimal en denrées alimentaires et en fourrages tout en tenant compte des ressources naturelles.
4. a. prélève des droits de douane ou interdit l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et environnementales non-conformes aux standards suisses ou pour sauvegarder une filière indigène de production.
  - b. renonce à toutes subventions à l'exportation de produits agricoles et de denrées alimentaires.
  - c. intègre des critères sociaux et environnementaux dans tous les accords agricoles.
5. a. encourage les échanges commerciaux directs, les structures de transformation, de stockage et de commercialisation de proximité.
  - b. garantit l'information sur les conditions de production et de transformation des denrées indigènes et importées et se réserve le droit de fixer ses propres normes de qualité sur les denrées alimentaires.
6. soumet les réformes de la politique agricole à référendum obligatoire.

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

# Pour les *années difficiles*, que mettre en place?

**Avant les premiers semis et plantations de 2014, quel bilan tirer de cette année capricieuse au niveau météo? Comment faire face à ces *années difficiles*? Certaines structures ont créé des réserves spécifiques, mais ce n'est pas le cas partout. Faut-il dès lors que cette thématique soit abordée au sein de la FRACP? Pourquoi ne pas démarrer cette discussion lors des prochaines rencontres ou AG de la FRACP? Venez débattre et échanger vos expériences.**

## 2013: météo défavorable et questionnement des consommateurs

Même si la météo maussade n'a pas touché l'ensemble de la production en ACP de la même manière et avec la même ampleur, beaucoup de paysans ont eu des problèmes pour la mise en place des cultures de printemps. Les travaux de sol ont été fait avec plusieurs semaines de retard et dans des conditions de sol froid et humide, ce qui n'a pas favorisé le développement des cultures. Chez certains, des cultures ont même été purement et simplement abandonnées. Cela s'est ressenti dans les paniers, durant toute l'année. Quelques consommateurs se sont plaints du manque ou de l'absence de produits *typiquement d'été*. Il est vrai que lorsqu'il fait 30 degrés à l'ombre, peu se souviennent des conditions météorologiques exécrables du printemps et encore moins de leurs répercussions sur la diversité des produits disponibles en été et en automne.

Dans certaines structures, le manque de légumes d'été a été compensé par des fruits. Chez d'autres, les paniers étaient plutôt petits au début de la belle saison et plus conséquents vers la fin et en automne.

## Importance du contrat dans ces conditions

Si de telles années sont difficiles pour l'ensemble des paysans (manque de fourrages pour les éleveurs, gros retard pour les maraîchers, problème de qualité, de quantité et donc de prix), il l'est sans doute un peu moins pour ceux qui travaillent dans des systèmes

ACP. En effet, le contrat annuel et le paiement à l'avance permettent d'assurer un minimum de revenu et la couverture des frais engagés avant même la récolte, ce qui n'est pas le cas dans les autres filières traditionnelles.

## Assurance et communication

Cependant, une année comme 2013 soulève certaines interrogations. En effet, une faible diversité ou une qualité plus aléatoire des produits livrés peut avoir comme conséquence un départ des consommateurs. Qui dit départ des consommateurs dit précarisation de la situation financière et, à l'extrême, une remise en question de l'existence même de la structure sous sa forme actuelle.

Pour éviter d'en arriver là, rien n'est plus important que de communiquer, d'expliquer et d'impliquer les consommateurs dans la conduite et le développement de l'entreprise. La plupart le font d'ailleurs relativement bien, avec leurs moyens. Cependant, pour aller plus loin, il peut être intéressant de se poser la question du financement des *années difficiles*. Ces dernières peuvent affecter tant les familles paysannes que les consommateurs. Les premières devant *faire avec* des conditions de production difficiles dont elles ne maîtrisent pas les paramètres, comme la météo, et les seconds, mécontents, peuvent s'en aller une fois l'année écoulée. Des efforts humains et financiers pour retrouver des membres doivent alors être engagés.

Certaines structures ACP ont créé des fonds de réserve, alimentés année après année, qu'elles utilisent pour *assurer* des risques préalablement définis (risque liés à de nouveaux produits ou méthodes culturales, météo, marketing, prêts avan-



Dégâts d'eau du printemps 2013, cultures maraîchères

tageux, etc). Mais ce n'est pas le cas partout. Il pourrait donc être intéressant que cette thématique soit débattue entre les membres de la FRACP (Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité) et de sa sœur alémanique RVL (Regionalevertragslandwirtschaft).

Si vous souhaitez aborder ce sujet, n'hésitez pas à appeler le secrétariat de la FRACP au 021 601 74 67, à envoyer un mail à [bezencon@acp.ch](mailto:bezencon@acp.ch) ou à intervenir à l'assemblée générale de la FRACP le 13 mars à 18h à Agridea à Lausanne.

Nicolas Bezençon  
secrétaire de la FRACP

Plus d'info [www.fracp.ch](http://www.fracp.ch)

## Agenda

### OMC et plus! Käfigturm, Berne 28 février

Organisation mondiale du commerce et accords bilatéraux: impacts sur la société. Avec Nikolai Fuchs de la Fondation Nexus (en allemand)  
Org.: Uniterre et Vision2035 (en allemand)

### Grandes Cultures & Viande Rencontre de la Commission Café Le Tempo, Yverdon Jeudi 6 mars, 10h

Thèmes: relance des productions fourragères en Suisse, mise en place d'une plateforme nationale, filière pain équitable.

Infos: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)>Agenda

Les sections bougent, de nombreuses activités se passent, voient le jour dans vos sections. N'hésitez pas à prendre contact! Les sections vivent avec vous. Vous y avez votre place!

### Section Chablais-Valais

Contact: Patrice Dubosson  
[petrapatrice@bluewin.ch](mailto:petrapatrice@bluewin.ch) 079 418 77 85

### Section Fribourg

Contact: Stéphane Mauron  
[mauronromain@bluewin.ch](mailto:mauronromain@bluewin.ch)/026655 1627

### Section Genève

Contact: Rudi Berli  
[r.berli@uniterre.ch](mailto:r.berli@uniterre.ch) 078 707 78 83

### Section Jura

Contact: Cédric Gigon  
[ced\\_gigon@hotmail.com](mailto:ced_gigon@hotmail.com) 079 273 42 19

### Section Neuchâtel

Contact: Philippe Reichenbach,  
[philippe.reichenbach@sunrise.ch](mailto:philippe.reichenbach@sunrise.ch)  
079 640 89 63

### Section Nord-Ouest

Contact: Florian Buchwalder  
[flobass@gmx.ch](mailto:flobass@gmx.ch) 079 470 70 48

### Section Vaud

Contact: Christophe Michon  
[ch.p.michon@bluewin.ch](mailto:ch.p.michon@bluewin.ch) 079 282 05 47

### Section Zurich

Contact: Samuel Spahn  
[spahn.s@bluewin.ch](mailto:spahn.s@bluewin.ch) 076 512 75 55

## Marché prévôtois dès mars 2014

Les habitants de la Ville de Moutier auront à nouveau leur marché du samedi matin. Situé dans le marché historique, ce marché redynamisé de manière pérenne se veut un rendez-vous régulier et systématique donné à la population prévôtoise.

Un parcours didactique sera mis en place et présentera quelques vues du passé de la cité, tirées du fonds d'illustrations anciennes du Musée du Tour Automatique et Musée d'histoire de Moutier. Visites guidées de la ville et jazz animeront aussi les premières éditions. Misant sur l'attractivité du centre historique où sied l'un des premiers monastères en pierre d'Europe, les instigateurs du projet font appel aux paysans souhaitant y vendre leurs produits. L'éventail des produits se met doucement en place, afin de diversifier l'offre en pains et pâtisseries, maraîchages, produits du terroir et fromages.

Marie-Eve Cardinal

Plus d'infos : Stéphane Froidevaux, 078 664 57 47 / [stephane.froidevaux@musedutour.ch](mailto:stephane.froidevaux@musedutour.ch)